

Les répercussions économiques de la guerre en Ukraine

Note Sextant

Mai 2022





Sommaire

Les sanctions p.4

À la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les pays occidentaux ont renforcé les **sanctions économiques** contre la Russie

Ces sanctions recouvrent notamment des **restrictions aux exportations**

Parallèlement, le **transport maritime** vers la Russie est suspendu

Les risques d'approvisionnement énergétiques p.7

Le conflit en Ukraine entraîne une **envolée des prix de l'énergie**

Les dirigeants européens se sont entendus sur un **plan pour la sortie de la dépendance fossile** à l'égard de la Russie d'ici 2027 et se sont fixés comme objectif une **réduction des importations de gaz russe** des deux tiers dès 2022

L'envolée des prix et les risques de tensions sur les approvisionnements en énergie nécessitent de trouver des solutions alternatives : le **gaz**

L'envolée des prix et les risques de tensions sur les approvisionnements en énergie nécessitent de trouver des solutions alternatives : le **pétrole**

Les risques d'approvisionnement en matières premières ..p.11

Le conflit en Ukraine entraîne une **flambée des prix des matières premières agricoles**

Le conflit entraîne des **tensions sur les approvisionnements en matières premières agricoles et en engrais** ce qui nécessite de trouver des alternatives

Le conflit en Ukraine entraîne une **flambée des prix des métaux** qui touche notamment l'automobile, l'aéronautique et la métallurgie de manière plus générale

Les conséquences pour l'économie et les entreprises françaises..... p.14

Le conflit va pénaliser les importations et exportations entre la France et l'Ukraine, et menace les entreprises françaises présentes en **Ukraine**

Des difficultés à prévoir pour les entreprises françaises présentes en Russie

Le conflit va pénaliser les **importations et exportations** entre la France et la **Russie**

Des entreprises qui doivent choisir entre rester ou partir de Russie, un choix sous contraintes

Les impacts bancaires et financiers p.18

Du côté des **banques**, BNP Paribas et Crédit Agricole ont annoncé l'arrêt total de leurs activités en Russie. La Société Générale, plus présente au travers de sa filiale Rosbank, va également quitter la Russie

Un risque de défaut de paiement de la Russie ?

Pouvoir d'achat et mesures gouvernementales p.20

La guerre en Ukraine pourrait coûter 1 point de **croissance** à la France et se traduit par une accélération de l'inflation qui va peser sur le pouvoir d'achat

En France, le gouvernement a annoncé un « **plan de résilience économique et social** » à destination des ménages et des entreprises

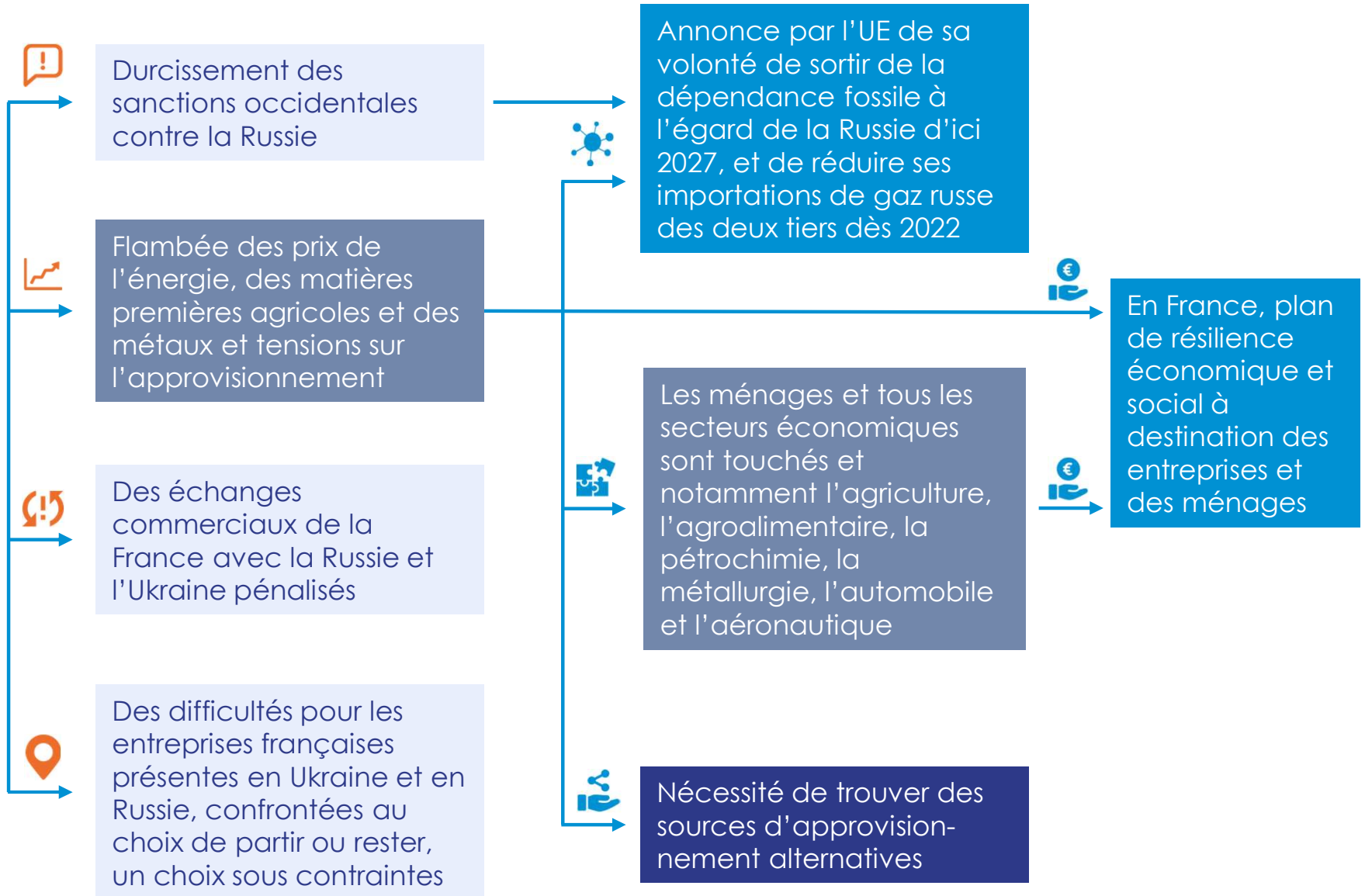
 **Annexe : à la guerre en Ukraine s'ajoute les répercussions de la crise sanitaire en Chine..... p.23**

 **Comment les CSE peuvent-ils se saisir du sujet ? p.24**



Introduction

Invasion de la Russie en Ukraine





À la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les pays occidentaux ont renforcé les sanctions économiques contre la Russie

En 2014, à la suite de l'annexion de la Crimée par la Russie, l'UE a décidé de sanctions économiques contre la Russie, qui ont été prorogées depuis, et durcies par vagues successives en 2022 à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Au-delà, **les États-Unis, partie prenante de ces sanctions, ont annoncé un embargo sur les importations de pétrole et de gaz russe.** Le Royaume-Uni devrait également cesser d'importer du pétrole russe d'ici la fin 2022. L'UE, bien plus dépendante du gaz et du pétrole russe que les États-Unis, a comme objectif de réduire des deux tiers ses importations de gaz russe dès 2022. Environ 30% des besoins de l'Europe en pétrole sont assurés par la Russie, contre 8% pour les États-Unis et 9,5% pour la France. Près de 40% des importations de gaz de l'Europe proviennent de la Russie. Cette proportion est de 20% pour la France.

Les sanctions économiques

- **Limitation de l'accès aux marchés primaire et secondaire des capitaux de l'UE** pour certaines banques et entreprises russes
- Embargo sur les importations et les exportations d'**armes**
- Interdiction de l'exportation **des biens à double usage** destinés à une utilisation militaire ou à des utilisateurs finaux militaires en Russie
- Interdiction d'exportation de biens et de technologies dans **le secteur des transports et l'industrie spatiale**
- Restriction de l'accès de la Russie à certains **services et technologies sensibles** pouvant être utilisés pour la production et l'exploration pétrolières
- Interdiction des transactions avec la **Banque centrale russe** et la **Banque centrale de Biélorussie**
- Interdiction du survol de l'**espace aérien de l'UE** et de l'accès aux aéroports de l'UE pour tous les types de transporteurs russes
- Exclusion de sept banques russes et de trois banques biélorusses du **système SWIFT**
- Interdiction d'exportation des **produits de luxe** vers la Russie
- **Gel des avoirs** de personnalités politiques et d'oligarques russes, dont Vladimir Poutine
- Interdiction des importations de **fer**, d'**acier**, de **bois**, de **ciment**, de **produits de la mer** et d'**alcools** en provenance de Russie dans l'UE, embargo sur les importations de **charbon** et de **pétrole** russe
- Fermeture des **ports de l'UE** aux navires russes
- Interdiction pour les **transporteurs routiers russes et biélorusses** d'entrer sur le territoire de l'UE
- Interdiction de nouveaux investissements dans le secteur de l'énergie russe



Ces sanctions recouvrent notamment des restrictions aux exportations

Les mesures européennes imposent une interdiction générale de :

- ▶ vendre, fournir, transférer ou exporter, directement ou indirectement, à toute personne physique ou morale en Russie, ou pour une utilisation dans ce pays :
 - les biens et technologies à double usage, initialement conçus pour un usage civil et susceptibles d'être détournés par leur utilisateur à des fins militaires, pour fabriquer et stocker des armes nucléaires, chimiques et bactériologiques (matières, installations et équipements nucléaires, ...),
 - les biens et technologies « susceptibles de contribuer au renforcement militaire et technologique de la Russie ou au développement du secteur de la défense et de la sécurité »,
 - une large variété de matériels et de technologies comme l'électronique, les calculateurs, les télécommunications et la sécurité de l'information, les capteurs et lasers, la navigation et l'avionique, la marine, l'aérospatial et la propulsion,
 - les biens et technologies propices à une utilisation dans le raffinage de pétrole,
 - les biens et les technologies propices à une utilisation dans le secteur de l'aviation ou de l'industrie spatiale.
- ▶ fournir une assistance technique, des services de courtage ainsi que d'autres services, un financement ou une aide financière relatifs à ces biens et technologies.

Safran contraint de cesser ses activités en Russie

À la suite des sanctions occidentales, le groupe d'aéronautique, spatial et de défense Safran a dû cesser ses activités en Russie, depuis l'exportation d'équipements jusqu'à la coproduction de moteurs. Les sanctions européennes et américaines interdisent en effet aux compagnies russes d'importer des pièces détachées et de bénéficier du moindre apport occidental. Elles ciblent notamment les entreprises qui, sous contrôle du conglomérat public Rostec, sont depuis vingt ans les partenaires de Safran. Néanmoins, **pour l'heure, Safran exclut de céder ses 25% dans Volgaero, coentreprise créée pour produire le SaM146, moteur du Superjet, premier avion civil post-soviétique** mais aussi des pièces du CFM56, principal moteur d'avion de Safran fabriqué en France avec l'américain GE. Une situation délicate et paradoxale. D'un côté, les sanctions européennes empêchent de poursuivre ces coopérations. De l'autre côté, les contre-mesures russes lui interdisent, comme à tout étranger, de vendre ses actifs russes.



Parallèlement, le transport maritime vers la Russie est suspendu

- ▶ **Les trois premiers armateurs mondiaux**, l'italo-suisse MSC, le danois Maersk et le français CMA CGM, et d'autres, **ont annoncé début mars qu'ils suspendaient leur desserte des ports russes. Sont essentiellement concernés Saint-Pétersbourg sur la mer Baltique, Novorossiïsk sur la mer Noire et Vladivostok dans le Pacifique.**
- ▶ Les grands armateurs européens comme le danois Maersk ou le français CMA CGM vont arrêter de desservir les ports russes sauf pour la nourriture et les médicaments. **Des sanctions qui vont un peu plus isoler Moscou, mais la production et la livraison de médicaments ne vont pas cesser.** En 2021, Sanofi avait réalisé 575 millions d'euros de chiffre d'affaires en Russie, soit moins de 1,5% de ses revenus globaux, qui s'élevaient l'an dernier à 37,7 milliards d'euros.
- ▶ Les tensions sur la chaîne logistique étaient déjà là avec la crise sanitaire, elles pourraient s'amplifier.
- ▶ La Russie rencontre déjà des pénuries de pièces détachées pour sa production automobile et aéronautique. Mais les répercussions iront dans les deux sens. Par exemple, avec l'exportation des céréales ukrainiennes et russes à destination du marché africain qui peut en souffrir. Le Liban, la Tunisie, plusieurs pays de l'Est africain, l'Égypte ou encore l'Algérie sont déjà extrêmement fragilisés.
- ▶ Des impacts cependant à nuancer : *« La Russie est un marché assez important, que tout le monde envie, note Paul Tourret, directeur de l'Institut supérieur d'économie maritime (Isemar). Mais, avec seulement 0,9% des escales de porte-conteneurs en 2020, la part du pays dans la grande ronde commerciale sur les océans du globe reste relativement en retrait par rapport à sa taille »*,



Le conflit en Ukraine entraîne une envolée des prix de l'énergie

- ▶ **L'envolée des prix du pétrole et du gaz ajoute à la poussée inflationniste** que connaissait déjà le monde avant l'offensive russe en Ukraine en raison des conséquences de la pandémie de Covid-19 et d'une crise de logistique mondiale. Après avoir atteint des sommets, le prix du gaz a reculé à l'arrivée du printemps, ce qui est usuel, mais restait à plus de 100 € du MWh mi mars, ce qui est hors norme. Quant au pétrole, le prix du baril de Brent a franchi les 120 dollars le 30 mai à l'annonce de l'embargo de l'UE sur le pétrole russe. Un plus haut proche de son niveau de début mars (à près de 130 dollars).
- ▶ **L'ensemble des secteurs économiques et des ménages seront touchés.** En France par exemple, l'assureur-crédit Euler Hermes estime que les dépenses énergétiques des ménages français pourraient s'accroître de 400 euros cette année, pour atteindre 2 800 euros.
- ▶ Le gouvernement français a annoncé des mesures destinées à limiter l'impact de l'envolée des coûts de l'énergie :
 1. Gel des tarifs du gaz déjà mis en place prolongé jusqu'à la fin de l'année 2022. Une mesure qui devrait coûter plus de 10 milliards d'euros au lieu du 1,2 milliard initialement prévu.
 2. Baisse des prix de l'essence et du gazole, sous la forme d'une remise de 15 centimes par litre, finalement portée à 18 centimes. Le dispositif sera en vigueur à partir du 1^{er} avril et pour une durée de quatre mois.
 3. Aide de 35 centimes par litre de gazole pour les pêcheurs.
 4. Par ailleurs, les sociétés dont les dépenses de gaz et d'électricité représentent au moins 3% du chiffre d'affaires et qui du fait de la hausse de leurs dépenses en énergie deviendraient déficitaires bénéficieront d'une prise en charge de la moitié du surplus de leurs dépenses énergétiques.

▶ Cours du pétrole Brent, \$ par baril



▶ Prix du gaz

Date	Prix du Mwh
Novembre 2021	50 € en moyenne
2 mars 2022	194 €
4 mars 2022	214 €
7 mars 2022	345 €
Semaine du 14 mars 2022	118 €



En mars 2022, les dirigeants européens se sont entendus sur un plan pour la sortie de la dépendance fossile à l'égard de la Russie d'ici 2027 et se sont fixés un objectif de réduction des importations de gaz russe des deux tiers dès 2022



Lors du sommet de Versailles des 10 et 11 mars, les dirigeants européens ont pris différentes décisions :

- ▶ **Un doublement du soutien européen à l'effort de guerre ukrainien**, avec 500 M€ de plus pour des armements en soutien à l'armée ukrainienne.
- ▶ **La menace de nouvelles sanctions massives contre la Russie si la guerre se poursuivait.**
- ▶ **Un plan pour sortir de la dépendance fossile de l'UE à l'égard de la Russie d'ici 2027**, avec une première étape à la mi-mai concernant le pétrole.. Ce plan « *suppose des investissements nouveaux, des équipements nouveaux, des stratégies en matière d'énergies renouvelables et de nucléaire* » a dit le président français. L'uranium utilisé en France pour le nucléaire provient essentiellement du Niger, du Canada, de l'Australie et du Kazakhstan.



DES OPPORTUNITÉS POUR LES ACTEURS DES ÉNERGIES RENOUVELABLES (Engie, General Electric) ET DU NUCLÉAIRE (ex-Areva, EDF)

▶ Les dirigeants européens se sont engagés à :

1. Réduire leur utilisation d'énergie fossile, diversifier leur approvisionnement et accélérer le développement des énergies renouvelables,
2. Optimiser la gestion du stockage de gaz,
3. Améliorer l'efficacité énergétique en Europe et renforcer les plans de sécurisation de l'approvisionnement en énergie.

Lors du sommet européen du 25 mars, **les États européens se sont fixés comme objectif de réduire leurs importations de gaz russe des deux tiers dès 2022.**

Le 8 mai, les pays du G7 se sont engagés à cesser leurs importations de pétrole russe, mais sans donner de calendrier précis.

Lundi 30 mai 2022, les États Européens membres de l'Union Européenne ont convenu d'un sixième paquet de sanctions comprenant notamment un embargo pour réduire de 90% les importations de pétrole russe. Cette décision concerne le pétrole importé par bateau qui constitue deux tiers des achats. Une exemption temporaire touche le pétrole acheminé par oléoduc pour satisfaire la Hongrie. Le paquet comprend également de nouvelles sanctions contre des banques russes et un élargissement de la liste noire de l'UE à de nouvelles personnalités russes.



L'envolée des prix et les risques de tensions sur les approvisionnements en énergie nécessitent de trouver des solutions alternatives : le gaz



- ▶ Lors du sommet du 25 mars, les États européens ont annoncé leur objectif de réduire leurs importations de gaz russe des deux tiers dès cette année, l'Allemagne, qui importe 55% de son gaz de Russie s'opposant pour l'heure à un embargo total sur le gaz. **La France importe 20% de son gaz de Russie.**
- ▶ Selon Thierry Bros, professeur à Sciences Po, « 40% de la demande européenne est satisfaite par du gaz russe, et environ 25% de ces 40% ne pourront pas être remplacés par d'autres sources de gaz ».
- ▶ **Les industries les plus consommatrices de gaz sont l'industrie papetière, la chimie et la pharmacie, l'automobile et le transport, l'agroalimentaire et la métallurgie.**
- ▶ Selon Catherine MacGregor, directrice générale d'Engie, « le vrai problème sera le remplissage des stockages au printemps et à l'été, en préparation de l'hiver 2022-2023 ».
- ▶ Le gouvernement prend des mesures pour s'assurer que les **stockages souterrains** seront bien **remplis à 85% l'hiver prochain** ce qui est une obligation pour les fournisseurs de gaz comme Engie, TotalEnergies ou ENI. **Aux cours actuels, l'opération coûterait une dizaine de Mrd€, cinq fois plus que la normale.**
- ▶ Comme alternatives :
 - Les États-Unis proposent d'accroître de près de 70% leurs exportations de **GNL** vers l'Europe.
 - Engie négocie des **volumes additionnels avec la Norvège, les Pays-Bas, l'Algérie et les États-Unis**, mais ils ne seront pas suffisants pour remplacer le gaz russe, qui représente 20% de ses approvisionnements.
 - Les états européens vont procéder à des **achats groupés de gaz pour faire baisser les tarifs.**
 - Le gouvernement français a autorisé le **recours aux centrales à charbon** pour assurer l'approvisionnement électrique.
 - Une **baisse de la consommation** des industriels et des ménages, notamment pour le chauffage, est évoquée.



L'envolée des prix et les risques de tensions sur les approvisionnements en énergie nécessitent de trouver des solutions alternatives : *le pétrole*



- ▶ Lors du sommet de Versailles des 10 et 11 mars, les dirigeants européens ont annoncé un plan pour sortir de la dépendance fossile de l'UE à l'égard de la Russie d'ici 2027, avec une première étape à la mi-mai concernant le pétrole.
- ▶ La Russie est le deuxième exportateur mondial de pétrole brut :
 - Environ 30% des besoins européens sont couverts par le pétrole russe,
 - Le pétrole russe représente 8% des importations américaines, et 9,5% des importations de pétrole de la France,
 - La Russie est un centre important de raffinerie et un exportateur de produits raffinés comme le diesel, l'essence et le fuel domestique.
- ▶ **Tous les secteurs économiques ainsi que les ménages sont affectés, et notamment la pétrochimie, les transports et la pêche.**
- ▶ Sources d'approvisionnement alternatives :
 - Le Canada,
 - L'Iran, ce qui suppose un accord sur le nucléaire : l'Iran pourrait exporter de nouveau son pétrole en échange d'un gel vérifiable de son programme nucléaire,
 - Le Venezuela, avec lequel les États-Unis ont entamé des discussions pour lever l'embargo en vigueur,
 - Les autres membres de l'Opep menés par l'Arabie Saoudite, s'ils acceptent d'augmenter leur production

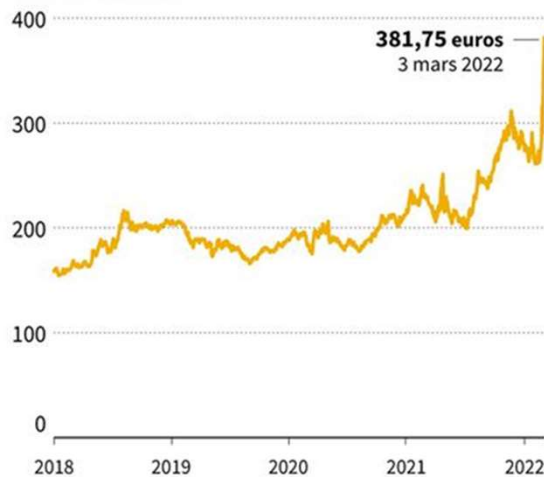


Le conflit en Ukraine entraîne une flambée des prix des matières premières agricoles

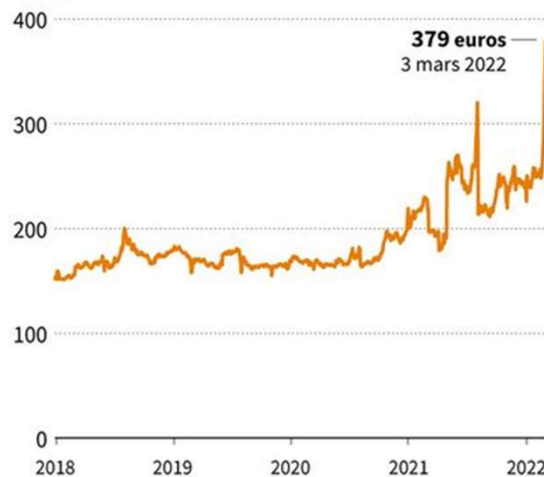
La flambée des prix du blé et du maïs

Évolution des cours sur le marché européen, en euros par tonne

BLÉ MEUNIER



Maïs



Source : Factset, prix à la clôture

AFP



Des risques de fortes hausses des prix de l'alimentation

- ▶ Outre le prix de l'énergie, celui du blé et du maïs explosent, l'Ukraine et la Russie étant des pays centraux dans l'approvisionnement de matières premières agricoles.
- ▶ Le cours du blé a battu lundi 16 mai un record absolu sur le marché européen, clôturant à 438,25 € la tonne après l'annonce par l'Inde d'un embargo sur ses exportations de la céréale.
- ▶ Le 9 mai 2022, la tonne de maïs se montait à 362,5 € sur l'échéance de juin.
- ▶ Autant de matières premières qui entrent dans l'alimentation animale et représentent la majeure partie des coûts de production des éleveurs. Ainsi l'alimentation représente 70% du coût de production d'un cochon et 65% du coût de production de la filière avicole.



Le conflit entraîne des tensions sur les approvisionnements en matières premières agricoles et en engrais ce qui nécessite de trouver des alternatives



- ▶ La Russie et l'Ukraine exportent massivement des céréales et des engrais :
 - La Russie et l'Ukraine assurent près de 30% des exportations mondiales de blé et 20% des exportations mondiales de maïs,
 - Près de 25% des engrais importés en Europe viennent de Russie,
 - L'Ukraine est le premier exportateur mondial de tournesol et c'est avec ce tournesol en tourteaux que sont nourris beaucoup d'animaux d'élevage,
 - Les ministres européens ont déjà acté que « la suspension des exportations de la mer Noire a des conséquences graves pour l'élevage européen »,
 - L'Ukraine a introduit des quotas d'exportation de certains produits agricoles : blé, viande de volaille, bétail, viande de bétail, œufs, huile de tournesol, sel, sucre, avoine, sarrasin, seigle, millet.
- ▶ Le Moyen-Orient et le continent africain sont parmi les régions les plus vulnérables, avec près de 40% des exportations de blé et de maïs de l'Ukraine destinées à ces deux régions, déjà aux prises avec « des problèmes de faim ». Le Liban, la Tunisie, plusieurs pays de l'Est africain, l'Égypte ou encore l'Algérie sont déjà extrêmement fragilisés.
- ▶ Le secteur agricole et l'industrie agroalimentaire sont touchés.
- ▶ Les solutions alternatives :
 - Certains pays comme l'Algérie se rabattent sur le stock de la France, qui va pouvoir exporter entre 1 et 1,5 million de tonnes de blé en plus,
 - En Europe, les jachères pourraient servir à la culture des oléagineux nécessaires à l'alimentation animale, ce qui aurait une contrepartie écologique,
 - Les principaux fournisseurs alternatifs d'engrais sont la Chine, le Qatar, l'Arabie Saoudite, Oman et les Pays-Bas.
- ▶ En France, dans le cadre du plan de résilience économique et social, le gouvernement a annoncé une enveloppe de 400 M€ pour financer une aide pour les éleveurs qui font face à l'envolée du coût de l'alimentation des animaux.



Le conflit en Ukraine entraîne une flambée des prix des métaux qui touche notamment l'automobile, l'aéronautique et la métallurgie dans son ensemble



- ▶ **Du côté des métaux**, le nickel a dépassé la barre des 30 000 dollars la tonne, une première depuis 2008. L'aluminium et le palladium ou encore le zinc ou le titane atteignent des prix record. Le cours de l'acier a atteint son plus haut niveau de 2022 en avril après l'annonce de l'interdiction des importations d'acier en provenance de Russie par l'UE le 15 mars 2022.
- ▶ **La hausse du cours des métaux et les risques de tensions sur les approvisionnements affectent principalement l'automobile, l'aéronautique et la métallurgie.** Des allongements des délais d'approvisionnement et de livraison sont déjà constatés du fait de la nécessité de contourner l'Ukraine.
- ▶ **L'industrie automobile** utilise du titane, du palladium et de l'aluminium pour les pots catalytiques, ainsi que du nickel pour les batteries des voitures électriques. Or la Russie est le deuxième producteur mondial d'aluminium, le troisième producteur de nickel et contrôle 50% du marché mondial de palladium.
- ▶ **L'aéronautique** est un gros consommateur de titane, dont la Russie détient plus de 40% des stocks mondiaux. La société russe VSMPO-Avisma est le premier fournisseur de l'aéronautique mondial selon le directeur général du motoriste aéronautique Safran, qui dit disposer de « quelques mois de stocks devant lui ».
- ▶ Les acteurs vont devoir se tourner vers des pays producteurs alternatifs, comme la Chine, le Japon et le Kazakhstan pour le titane.

▶ Cours du nickel

	Euros par tonne
27/01/2022	20 488
10/02/2022	21 034
24/02/2022	23 370
10/03/2022	43 453
25/03/2022	32 305
20/04/2022	33 799
27/05/2022	27 826

▶ Cours du titane

	Dollars par kg
14/01/2022	8,15
23/02/2022	8,75
03/03/2022	9
16/03/2022	9
17/03/2022	11,23
28/03/2022	11,23
01/04/2022	13,75
20/04/2022	16,63
27/05/2022	12,68

▶ Cours de l'acier

	Dollars par tonne
13/01/2022	1439
01/02/2022	1180
17/02/2022	1117
04/03/2022	1175
15/03/2022	1125
28/03/2022	1120
20/04/2022	1467
27/05/2022	1 195



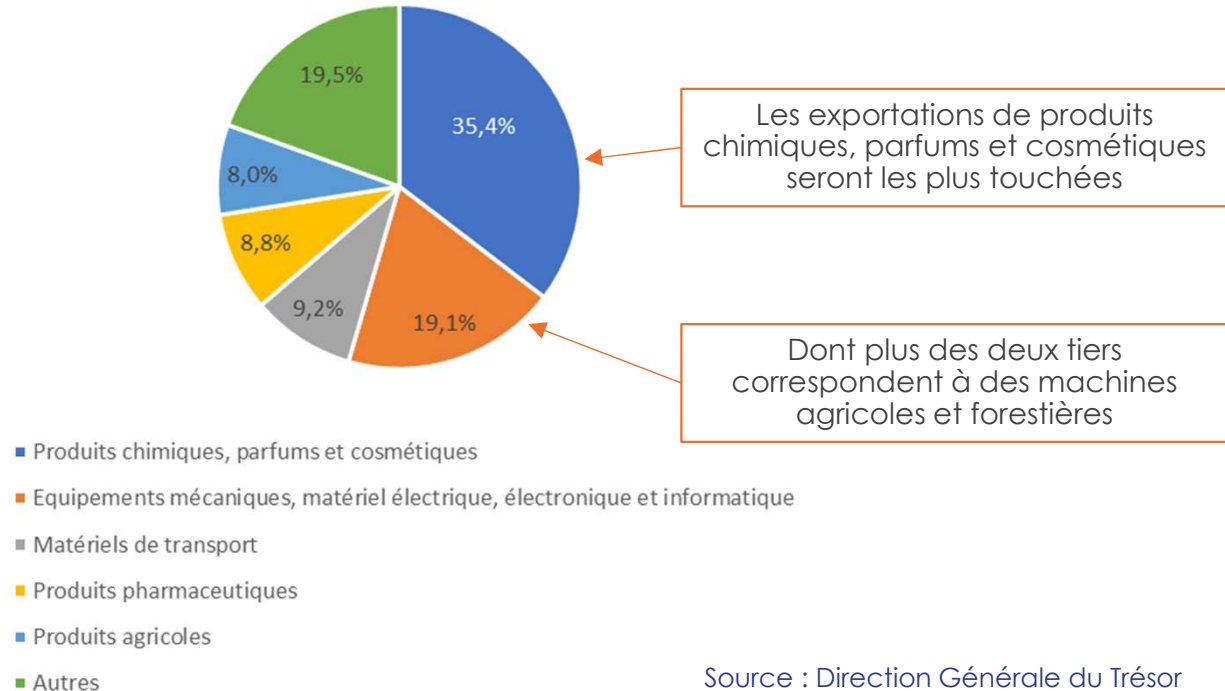
Le conflit va pénaliser les exportations et les importations entre la France et l'Ukraine, et menace les entreprises françaises présentes en Ukraine

- ▶ En 2019, la France était le 9^{ème} fournisseur de l'Ukraine avec une part de marché de 2,8%.
- ▶ **L'excédent commercial français a atteint 342 M€ en 2019** (contre 243 M€ en 2018), soit son niveau le plus élevé depuis 2012 (512 M€ cette année-là).
- ▶ **Les biens importés en France en provenance d'Ukraine sont essentiellement des produits agricoles et agroalimentaires (66,2%).**
- ▶ La structure des exportations françaises vers l'Ukraine est plus diversifiée.

Présence française en Ukraine

- Avec 160 entreprises implantées en Ukraine, la France est le premier employeur étranger du pays (30 000 personnes)
- Parmi elles, figurent une quinzaine d'entreprises agroalimentaires (Danone, Bonduelle, Lactalis, Savencia-Bongrain ou InVivo...), la grande distribution, la banque (Crédit Agricole et BNP Paribas) et le numérique (Ubisoft, Blablacar)

▶ Structure des exportations françaises vers l'Ukraine en 2019



Source : Direction Générale du Trésor



Des difficultés à prévoir pour les entreprises françaises présentes en Russie

Présence française en Russie

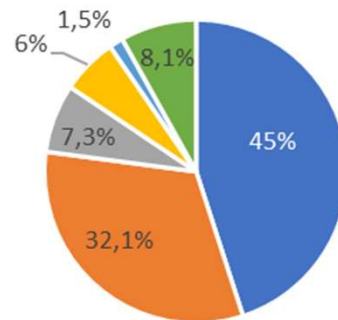
- ▶ Environ 500 entreprises françaises sont présentes en Russie, dont 35 grandes entreprises et un tissu de PME et d'ETI, représentant environ 20 Mrd € d'investissements au total.
- ▶ La France est le premier employeur étranger en Russie (160 000 salariés).
- ▶ Les entreprises françaises sont particulièrement bien implantées dans l'agroalimentaire, la finance, la distribution, l'énergie, l'automobile, la construction / services urbains, les transports, l'aéronautique-spatial et la pharmacie.
- ▶ **Pour l'heure, l'un des premiers problèmes pour les entreprises françaises en Russie est de savoir comment se faire payer, compte tenu des sanctions financières qui bloquent en grande partie les transactions.**



Le conflit va pénaliser les importations et exportations entre la France et la Russie

- ▶ Le volume d'affaires réalisé par la France avec la Russie demeure modeste : **en 2021, la Russie ne représentait que 1,3% des exportations tricolores (6,4 Mrd €) et moins de 2% de ses importations (9,74 Mrd €).**
- ▶ La France est le 6^{ème} fournisseur de la Russie et la Russie est le 15^{ème} marché de la France.
- ▶ **La France présente un déficit commercial structurel vis-à-vis de la Russie, notamment du fait du poids des hydrocarbures dans les échanges.** Ce déficit s'est réduit en 2020 (- 566 M€ contre -3,1 Mrd € en 2019).

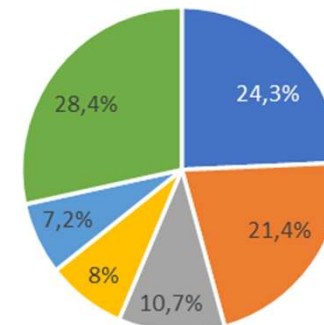
▶ Structure des importations depuis la Russie en 2020



Interdictions d'importation du fer, de l'acier, du charbon, du bois, du ciment, des produits de la mer, des alcools annoncées en mars et en avril 2022

- Produits pétroliers raffinés et coke
- Hydrocarbures naturels et autres produits des industries extractives
- Produits chimiques, parfums et cosmétiques
- Produits métallurgiques et mécaniques
- Matériels de transport
- Autres

▶ Structure des exportations vers la Russie en 2020



- Les exportations qui risquent d'être les plus touchées recouvrent les matériels de transport, ainsi que les produits chimiques, parfums et cosmétiques
- Interdiction d'exportation des produits de luxe annoncée en mars 2022

- Matériels de transport
- Produits chimiques, parfums et cosmétiques
- Machines industrielles et agricoles, machines diverses
- Produits pharmaceutiques
- Produits informatiques, électroniques et optiques
- Autres

Source : Direction Générale du Trésor Pour le détail des restrictions des échanges commerciaux avec la Russie cf. supra



Des entreprises qui doivent choisir entre rester ou partir de Russie, un choix sous contraintes

Distribution : les enseignes Mulliez très exposées

- ▶ Plus de 15%, c'est le poids des activités réalisées en Russie (plus de 5 Mrd €) dans le CA d'Adeo, maison-mère de Leroy Merlin.
- ▶ Plus de 10%, c'est le poids des ventes en Russie (3,2 Mrd €) dans le CA d'Auchan retail en 2021.
- ▶ Decathlon compte 61 magasins en Russie et a annoncé leur fermeture faute d'approvisionnement.
- ▶ Auchan et Leroy Merlin poursuivent pour l'heure leur activité en Russie.
- ▶ En Ukraine, c'est la survie même des magasins qui est en cause : Auchan, n° 3 local, y exploite 43 points de vente. Leroy Merlin compte 6 magasins dans le pays, dont 4 à Kiev, tous fermés, comme les 5 Décathlon.

Safran quitte la Russie

- ▶ À la suite des sanctions européennes, le groupe d'aéronautique a dû cesser ses activités en Russie.

TotalEnergies reste en Russie

- ▶ TotalEnergies a annoncé qu'il n'apportera plus de capital à de nouveaux projets en Russie, sans pour autant se retirer de ses projets en cours. Mais le groupe devrait cesser d'acheter du pétrole russe d'ici la fin de l'année.
- ▶ Alors même que les compagnies pétrolières commencent à se retirer de Russie (BP, Shell, Equinor, ExxonMobil, Eni).

Renault et Stellantis cessent leurs activités en Russie

- ▶ Le groupe Renault a annoncé, jeudi 24 mars, qu'il allait suspendre la production de ses usines en Russie.
- ▶ La Russie est le deuxième plus gros marché du géant français. Outre l'usine de Moscou, Renault a également sa filiale Avtovaz, et emploie au total 45 000 personnes en Russie. 500 000 véhicules sont assemblés chaque année dans le pays.
- ▶ Les ventes en Russie représentent 10% du chiffre d'affaires de Renault Group et 18% de ses ventes mondiales.
- ▶ Stellantis, dont la présence en Russie reste plus anecdotique, a annoncé le 19 avril la suspension de ses activités du fait des difficultés logistiques liées aux sanctions occidentales.



Des risques sur l'emploi des salariés des entreprises françaises présentes en Russie.

Des répercussions potentielles en France si les entreprises françaises présentes en Russie cherchent à accroître leurs performances financières en France pour contrebalancer les difficultés en Russie.



Du côté des banques, BNP Paribas et Crédit Agricole ont annoncé l'arrêt total de leurs activités en Russie. La Société Générale, plus présente au travers de sa filiale Rosbank, va également quitter la Russie

- ▶ **BNP Paribas et Crédit Agricole ont annoncé fin mars l'arrêt total de leurs activités en Russie.** La portée de ces décisions reste cependant limitée et ne concerne que des activités de banque d'investissement et de financement.
- ▶ Les engagements commerciaux de **Crédit Agricole** en Russie représentaient un total de 4,5 milliards d'euros, environ 0,45% des engagements du groupe. Ses «engagements commerciaux» en Ukraine s'élevaient à 1,5 milliard d'euros au 31 décembre, «soit environ 0,15% des engagements commerciaux» du groupe.
- ▶ **BNP Paribas** a précisé que son exposition à l'Ukraine s'élevait à 1,7 milliard d'euros, soit 0,09% des engagements totaux du groupe. En Russie, elle est de 1,3 milliard d'euros ou 0,07% de ses engagements.
- ▶ De son côté, **Société Générale a également annoncé quitter la Russie** mais l'enjeu n'est pas le même :
 1. **Elle dispose en effet d'une importante banque de détail en Russie, Rosbank, avec près de 12 000 collaborateurs.** Au 31 décembre 2021, le groupe était exposé à hauteur de 18,6 milliards d'euros dans le pays, dont 15,4 milliards juste pour Rosbank. Une dépréciation totale de sa filiale lui coûterait 1,8 milliard d'euros, soit plus du tiers de son bénéfice 2021.
 2. **Société Générale a annoncé le 11 avril 2022 la signature d'un accord en vue de céder la totalité de sa participation dans Rosbank ainsi que ses filiales d'assurance en Russie à Interros Capital,** le précédent actionnaire de Rosbank. La finalisation de cette opération devrait intervenir dans les prochaines semaines.



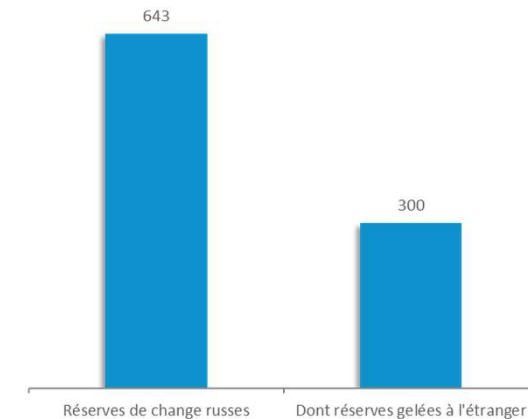
Un risque de défaut de paiement de la Russie ?

Les sanctions occidentales et la réaction de la Russie font craindre un défaut de paiement de sa dette par la Russie. En effet l'une des stratégies des sanctions occidentales depuis l'invasion de l'Ukraine a été de couper à la Russie l'accès à ses réserves et de la faire sortir du système financier international. Sur les 643 Mrd \$ de réserves de change, environ 300 Mrd \$ détenus à l'étranger ont été gelés. En réaction, le président russe a émis un décret le 5 mars censé permettre de rembourser certains des créanciers en roubles plutôt qu'en devises étrangères. Or selon Christophe Destais, directeur adjoint du Centre d'études prospectives et d'informations internationales, « Les créanciers qui ont prêté en dollars ou en euros s'attendent à être remboursés dans la même monnaie, c'est écrit dans le contrat obligataire, et le non-respect de ce contrat entraînerait un défaut de paiement. ». Les premières victimes d'un défaut de paiement de la Russie seraient les détenteurs d'obligations russes, qui enregistreraient des pertes.

La Russie a déjà échappé au défaut de paiement le mercredi 16 mars, en honorant en dollars une première échéance de 117 M\$ sur des obligations libellées dans la devise américaine puis a puisé dans ses réserves pour payer deux échéances en dollars avant la fin de la période de grâce le 4 mai dernier.

Mais les Etats-Unis ont décidé le 24 mai de laisser expirer la dérogation qui permettait à Moscou de continuer à rembourser ses créanciers américains, malgré les sanctions. Les banques et particuliers américains n'ont plus le droit d'accepter les paiements obligataires en dollars du gouvernement russe. Accusant les pays occidentaux de créer artificiellement les conditions d'un défaut de paiement, Moscou a déjà indiqué que la Russie entamerait une procédure si elle était déclarée en défaut de paiement par l'Occident.

► Réserves de change russes (Mrd \$)



Utilité des réserves de change

- Si un pays présente un déficit commercial (importations supérieures aux exportations), il doit trouver un moyen de financer ce déficit. Ce financement peut se faire en contractant de la dette auprès des autres pays, ou en vendant des actifs domestiques (actions, immobilier...). **Un autre moyen de payer les importations est de puiser dans ses réserves, en l'occurrence les réserves de change.**
- Les réserves de change permettent aussi de rembourser les dettes de l'État



La guerre en Ukraine pourrait coûter 1 point de croissance à la France et se traduit par une accélération de l'inflation qui va peser sur le pouvoir d'achat

Selon le cabinet Asterès, **la croissance devrait s'élever à 2,3% en 2022 contre 3,3% estimés avant le conflit.**

Cet impact négatif passerait principalement par une baisse du pouvoir d'achat liée à la hausse du prix de l'énergie et par une baisse des exportations vers la Russie et l'Ukraine. La baisse du pouvoir d'achat amputerait le PIB de 0,5%. Un durcissement des sanctions commerciales pourrait entraîner un choc plus violent.

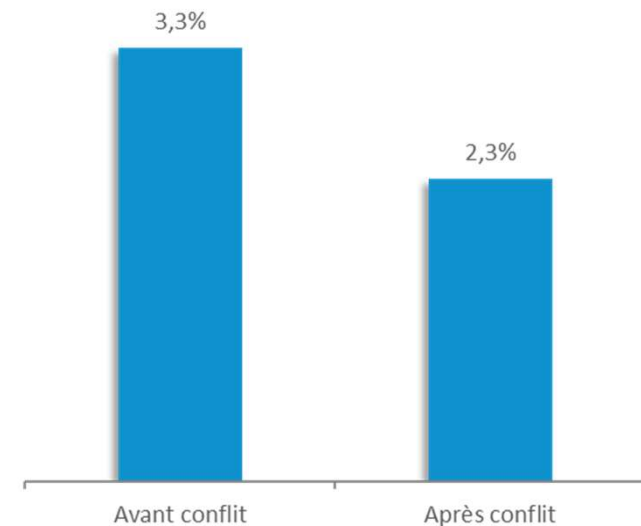
Asterès anticipe une inflation proche de 5% en 2022 si les prix de l'énergie reste à leur niveau de début mars, ce qui va amoindrir le pouvoir d'achat. L'impact de cette hausse des prix sur la consommation est difficile à estimer, car il peut être atténué par les mesures de soutien public et par l'utilisation de l'épargne accumulée par les ménages pendant la crise sanitaire.

En **France, l'indice des prix à la consommation (IPC) s'élève déjà à 4,5% en mars 2022** par rapport à l'année dernière, et à **4,8% fin avril** selon l'INSEE. Un niveau jamais vu depuis les années 1980. 2,8 % en décembre 2021, 2,9 % pour janvier 2022, 3,6 % en février 2022... La courbe ne fait que s'envoler, et **il est question d'une inflation de 10% sur l'année.**

Suite à l'accélération de l'inflation, le SMIC a déjà été augmenté deux fois, en janvier (+0,9%) puis en mai (+2,65%). Suite à ces revalorisations automatiques, le montant du SMIC mensuel net est passé à 1 302 €.

Les **taux d'emprunt d'État** sont passés de 0 % fin décembre 2021 à 0,75 % en février 2022 - un niveau inédit depuis fin 2019 -, avant de retomber à 0,45 % début mars 2022. Leur augmentation est elle-même liée à l'inflation.

► Croissance estimée 2022 de la France



Source : Asterès



En France, le gouvernement a annoncé un « plan de résilience économique et social » à destination des entreprises et des ménages (1/2)

Le Premier ministre a annoncé le 16 mars les grandes lignes du plan de résilience. Ce plan aux mesures ciblées n'est pas une réplique du « quoi qu'il en coûte » mis en œuvre pour la crise sanitaire. Il prévoit près de 7 Mrd € d'aide s'ajoutant aux quelques 23 Mrd € annoncés depuis l'automne dernier face à la flambée des prix de l'énergie.

Les objectifs

- ▶ Accompagner les entreprises qui sont en Russie et concernées par les sanctions. Une cellule spéciale a été mise en place
- ▶ Sécuriser les approvisionnements en matières premières
- ▶ Aider les ménages et les entreprises à faire face aux hausses des coûts de l'énergie

Les mesures à destination des entreprises

- ▶ Extension du gel du prix du gaz jusqu'à la fin de l'année 2022 pour un coût de 10 Mrd € contre 1,2 Mrd € au départ
- ▶ Remise de 18 centimes par litre de carburant, étendue au GNV et au GPL, dès le 1^{er} avril pour 4 mois. Le groupe TotalEnergies a donné son accord de principe pour aller au-delà de l'effort de l'État
- ▶ Aide de 35 centimes par litre de gazole pour les pêcheurs
- ▶ Aide pour les sociétés dont les dépenses de gaz et d'électricité représentent 3% du chiffre d'affaires qui bénéficieront d'une prise en charge de la moitié du surplus de leurs dépenses énergétiques si elles réalisent des pertes du fait de la hausse des prix de l'énergie
- ▶ Enveloppe de 400 M€ pour financer une aide pour les éleveurs qui font face à l'envolée du coût de l'alimentation des animaux
- ▶ Relèvement du plafond d'emprunt du Prêt Garanti par l'État (PGE) jusqu'à 35% du chiffre d'affaires contre 25% jusqu'à présent
- ▶ Report de charges fiscales et sociales facilité pour les entreprises mises en difficulté par l'augmentation des prix de l'énergie ou la perte de débouchés à l'exportation
- ▶ Dispositif d'activité partielle de longue durée (APLD) utilisé lors de la crise sanitaire prolongé de 12 mois supplémentaires pour les accords déjà signés, et envisageable jusqu'à la fin de l'année pour les branches et sociétés non couvertes à date
- ▶ Réactivation du chèque relance export et du chèque Volontariat International en Entreprise pour les entreprises exportatrices
- ▶ Mobilisation de l'assurance prospection pour soutenir les efforts de réorientation des exportations vers de nouveaux marchés



En France, le gouvernement a annoncé un « plan de résilience économique et social » à destination des entreprises et des ménages (2/2)

Les mesures à destination des ménages

- ▶ Extension du gel du prix du gaz jusqu'à la fin de l'année 2022 pour un coût de 10 Mrd € contre 1,2 Mrd € au départ
- ▶ Remise de 18 centimes par litre de carburant, étendue au GNV et au GPL, dès le 1^{er} avril pour 4 mois. Le groupe TotalEnergies a donné son accord de principe pour aller au-delà de l'effort de l'Etat
- ▶ De nouvelles mesures devraient être prises dans le cadre de la loi sur le pouvoir d'achat qui sera présentée après les élections législatives des 12 et 19 juin 2022 :
 - Chèque alimentaire, dont le montant pourrait atteindre 60 euros et devrait profiter aux jeunes de 18 à 25 ans ainsi qu'aux familles modestes avec des enfants. La mesure pourrait concerner 8 millions de personnes.
 - Prime Macron qui pourrait tripler et atteindre 6000 euros dans certains cas. Elle concerne les salariés dont le salaire n'excède pas trois SMIC.
 - Suppression de la redevance TV, d'un montant de 138 euros en métropole.
 - Indexation des retraites sur l'inflation.
 - Prime carburant : le gouvernement pourrait prolonger la remise de 18 centimes sur le litre de carburant et mettre en place une aide plus ciblée pour ceux qui n'ont d'autre choix que d'utiliser leur véhicule pour se rendre sur leur lieu de travail.



Annexe : à la guerre en Ukraine s'ajoute les répercussions de la crise sanitaire en Chine

La Chine affronte depuis plusieurs mois un regain de l'épidémie de COVID19 qui touche à des degrés divers plusieurs endroits du pays.

En vertu de la stratégie sanitaire zéro Covid, plusieurs villes ont été confinées, notamment la grande métropole portuaire de Shanghai, ce qui pèse lourdement sur la production et la consommation.

La Chine a dévoilé lundi 16 mai 2022 ses pires performances économiques depuis deux ans, avec un taux de chômage qui a bondi le mois dernier à 6,1% - proche du record absolu.

Conséquences :

- ▶ **Alors que les industriels espéraient une normalisation de leurs approvisionnements en cours d'année, la guerre en Ukraine et les confinements chinois changent tout. Les difficultés d'approvisionnement touchent notamment les secteurs stratégiques de la chimie, du médical, des semi-conducteurs et de l'automobile** même si le gouvernement central chinois a décidé, vendredi 15 avril, d'autoriser quelques centaines d'entreprises à reprendre le travail.
- ▶ **Les coûts du transport maritime ont explosé** : en deux ans, le prix du transport maritime a été multiplié par cinq à dix, selon les liaisons. Selon l'indice Freightos Baltic, la référence du prix moyen d'un conteneur de 20 pieds (33 mètres cubes) sur les principales routes maritimes a quintuplé en un an: 9000 euros pour un voyage de la Chine vers la côte ouest des États-Unis en février 2022. Le voyage vers l'Europe dépasse, lui, les 13000 euros, contre à peine 1200 euros en 2019.
- ▶ **Le délai de prise en charge aux portes des ports d'expédition a lui aussi explosé en Asie.** Là où ce délai tournait avant-crise autour de quatre semaines, il est désormais plus d'une dizaine de semaines pour les produits destinés à l'Europe.



Ces difficultés vont-elles conduire les entreprises à relocaliser leur production ?



Comment les CSE peuvent-ils se saisir du sujet ?

Les questions à poser en CSE :

- ▶ La guerre en Ukraine a-t-elle des répercussions sur notre entreprise et lesquelles ?
 1. Conséquences directes sur notre chiffre d'affaires ?
 2. Quelle stratégie de diversification du portefeuille clients, face aux risques de perte de débouchés sur certains marchés, difficulté financière de certains clients, etc. ?
 3. Hausse des coûts ? Lesquels ?
 4. Quelles mesures ont été prises pour sécuriser les approvisionnements ?
 5. Quelles sont les lignes de production, les activités les plus à risque ?
 6. Quelles évolutions stratégiques nécessaires pour ne pas dévier des objectifs climatiques de l'entreprise ?
- ▶ La direction va-t-elle utiliser les aides de l'Etat prévues dans le plan de résilience économique et social ?
 1. Relèvement du plafond d'emprunt du Prêt Garanti par l'Etat (PGE) ?
 2. Report de charges fiscales et sociales ?
 3. Dispositif d'activité partielle de longue durée (APLD) ?
 4. Aides à l'exportation ?
 5. Aide pour les sociétés dont les dépenses de gaz et d'électricité représentent 3% du chiffre d'affaires en cas de pertes liées à la hausse des prix de l'énergie ?
- ▶ La direction va-t-elle compenser la baisse du pouvoir d'achat des salariés liée à l'accélération de l'inflation, avec un indice des prix à la consommation qui s'élève déjà à 4,8% par rapport à l'an dernier en avril 2022 ?

Demander à mettre un Point à l'ordre du jour du CSE

- ▶ Répercussions de la guerre en Ukraine sur l'entreprise



Nécessité de challenger au plus tôt la direction sur les stratégies mises en œuvre ... pour anticiper au mieux les possibles impacts RH

- ▶ Le risque est fort que l'entreprise ou le groupe cherche à répercuter les conséquences de ces hausses de prix de matériaux sur ses coûts salariaux (modération salariale, nouvelle organisation du travail, plans de réduction d'effectifs)
- ▶ Par ailleurs, la fermeture de certains marchés ou les difficultés d'approvisionnement pourraient peser sur certaines activités et nécessiter des ajustements d'effectifs ou de compétences

Nous contacter

Paris

01 40 26 47 38

Nantes

02 72 24 26 19

Lyon

04 27 86 15 62

Bordeaux

05 87 48 00 79

Aix-en-Provence

04 84 49 22 76



Info@sextant-expertise.fr

www.sextant-expertise.fr

L'EXPERT CSE
QUI FAIT BOUGER LES LIGNES